*Jérémy Corbyn reçoit de plus en plus d'appels pour transformer le Labour en parti du Remain. Mais l'annulation du Brexit rendrait l'Union européenne et son dogme néolibéral encore plus agressifs – avec des conséquences désastreuses pour la gauche dans toute l'Europe.*

*La nouvelle base militante du Labour, bien qu'hostile au néolibéralisme, est plutôt réticente envers le Brexit, car elle craint que celui-ci entraîne un recul des luttes féministes, antiracistes, écologistes ou de solidarité avec les migrant·e·s. Dans cet article, Costas Lapavitsas défend la nécessité d'un Brexit de gauche pour pouvoir mener une politique en faveur du salariat.*

*Ceci est la traduction, par Ramzi Kebaïli, d'une version abrégée d'un article devant paraître dans la* Monthly Review *d'Octobre. La* Monthly Review *conduira un débat sur l'UE et le Brexit basé sur le livre de Costas Lapavitsas,* The Left case against EU *(Polity Press, 2018). Il paraîtra aux côtés de deux autres articles : l'un d'Andy Storey et l'autre de Neil Davidson.*

***

Signé en 1992, le traité de Maastricht a représenté une victoire du néolibéralisme dans l'Union européenne, à travers le marché unique et la monnaie unique. Depuis lors, nous avons connu le déclin régulier de la démocratie dans toute l'UE, et l'effondrement de la souveraineté populaire – c'est-à-dire de la capacité pour les travailleurs et les pauvres de changer leurs conditions de vie et de travail.

Le déclin du pouvoir des travailleurs et des pauvres est particulièrement manifeste dans le domaine économique – sans doute la composante la plus importante des politiques gouvernementales. A l'intérieur du marché unique européen et de la monnaie unique, la politique économique s'est, de fait, de plus en plus détachée des élections parlementaires. Une fois un gouvernement au pouvoir, ses politiques sont principalement dictées par les exigences de ce qu'on appelle « l'économie », expression qui désigne généralement l'*establishment* néolibéral de l'UE.

En fait, même en Grande-Bretagne – qui n'est pourtant pas signataire du Pacte budgétaire de 2012 réaffirmant l'attachement néolibéral de l'UE à l'austérité – le logiciel austéritaire qui s'est imposé depuis la crise de 2007-2009 a explicitement cherché à satisfaire les exigences du Traité de Maastricht (la dette publique et le déficit budgétaire ne devant pas excéder respectivement 60% et 3% du PIB).

Le déclin considérable de la souveraineté populaire alimente la frustration montante des travailleurs et des pauvres au Royaume-Uni, comme partout ailleurs en Europe. Ainsi la confiance du prolétariat britannique en sa capacité à affronter le capital est à un niveau historiquement bas. En effet, la « classe pour-soi » a reçu un coup sévère suite à des décennies de néolibéralisme.

Au cours de ces décennies de néolibéralisme, un autre processus tout aussi remarquable a eu lieu : l'avancée inexorable du libéralisme culturel en Grande-Bretagne. Pendant les quarante dernières années, la société britannique a connu des avancées progressistes dans les domaines de l'orientation sexuelle, du genre, de la race, de l'attitude envers les immigrés… Et ce particulièrement au sein de la jeunesse.

Il ne s'agit pas de suggérer que ces problèmes culturels profonds du capitalisme avancé ont été résolus. En effet, le néolibéralisme a eu un impact délétère en termes d'aliénation

individuelle et de répression morale dans la société britannique. Mais il n'y a pas eu de retour aux valeurs culturelles conservatrices : le néolibéralisme économique a appris à co-exister avec le libéralisme culturel. Le basculement est tellement marqué que même un Premier Ministre issu de la grande bourgeoisie comme David Cameron a adopté le credo du libéralisme culturel à un niveau qui aurait été totalement inimaginable pour les précédents dirigeants conservateurs.

La développement des comportements progressistes au sein de pans entiers du nouveau prolétariat britannique a été un élément décisif du débat politique, suite au référendum de 2016. Les organisations syndicales et la capacité à remporter la lutte des classes ont connu un déclin précipité pourtant, dans bien des domaines, l'agenda progressiste a semblé réalisable. C'est dans ce contexte que l'UE s'est trouvée idéologiquement associée à la défense des droits des travailleurs, tout comme à la promotion du libéralisme culturel au Royaume-Uni.

L'échec de la gauche radicale à obtenir un large soutien pour un « Lexit » (Brexit de gauche), en particulier auprès de la jeunesse, tout comme la montée des appels au « Remain and Reform », sont tous deux reliés à ces développements complexes.

## La transformation de la base militante du Labour

Après le référendum de 2016, la ligne de conduite rationnelle pour la gauche britannique aurait dû être de soutenir le Brexit en tant qu'opportunité décisive pour échapper au corset néolibéral de l'UE et pour réformer l'économie britannique en faveur des travailleurs et des pauvres. La sortie de l'UE permettrait, potentiellement, d'ouvrir la voie à la nationalisation des secteurs stratégiques, à un secteur bancaire public, à une politique industrielle de transformation, à la redistribution des revenus et de la richesse, à la fin de l'austérité, toutes choses absolument nécessaires à la restructuration de l'économie britannique. La sortie offrirait également l'opportunité de renouveler la démocratie et de renforcer la souveraineté populaire et nationale, dans la droite ligne des demandes populaires exprimées pendant le référendum.

Dans le cadre du marché unique européen, ces politiques sont impossibles à mettre en œuvre au niveau requis de radicalité socialiste. C'est précisément là le sens et la promesse du Brexit de gauche. Malheureusement, le gros de la gauche britannique, et notamment du Labour, n'a pas réussi à aller dans cette direction et s'est profondément attachée à la ligne du « Remain and Reform ».

Sans aucun doute, Jérémy Corbyn dirige le Labour en étant bien conscient des obstacles posés par l'UE néolibérale à la mise en œuvre d'un programme socialiste radical. Mais la base militante du Labour a également été renouvelée ces dernières années, reflétant la transformation de l'économie et de la société britanniques. Les cols blancs et les travailleurs qualifiés sont particulièrement implantés dans les grandes aires urbaines, et ils portent une perspective très différente de celle des membres traditionnels du Labour. La « politique des identités », qui traduit la poussée du libéralisme culturel durant ces dernières décennies, est devenue l'approche dominante au sein des militants. La base du Labour a viré de bord vers le « Remain and Reform ».

La difficulté politique que pose le Brexit au Labour peut à présent être clairement évaluée : le Labour a une direction de gauche majoritairement opposée à l'UE, une base militante

fortement en faveur du « Remain and Reform », et un électorat principalement basé dans des circonscriptions ayant voté pour le Leave. La majorité des députés du Labour sont en faveur du « Remain and Reform », mais les deux-tiers ont été élus dans des circonscriptions ayant voté pour le Leave. L'équation politique à laquelle fait face le Labour est donc terriblement complexe. Y apporter la mauvaise réponse aurait des implications désastreuses pour la gauche au Royaume-Uni et dans toute l'Europe.

## La fin de Theresa May

Ces développements dans la gauche britannique se sont produits au moment même où les tentatives de Theresa May pour conduire le Brexit se sont révélées désastreuses. Il est important de comprendre que l'Accord de retrait de Theresa May et la déclaration politique l'accompagnant sont des actes qui vont complétement dans le sens du bloc dirigeant britannique. Dans la perspective de la City de Londres et du grand patronat britannique, l'accord de May est pleinement acceptable.

Il était formellement prévu de sortir la Grande-Bretagne de l'UE, de la retirer de ses institutions, et même de la juridiction de la Cour de Justice de l'UE après une période de transition de moins de deux ans. En résumé, l'Accord sortait le pays de la mascarade des manœuvres politiques de l'UE organisées sous l'égide hégémonique de l'Allemagne. Il faisait cesser la pression imposée au bloc dirigeant britannique, remplaçant sa stratégie de longue date de demande d' « opt outs » (dérogations) au sein de l'UE, stratégie arrivée à son terme en 2015-2016. Il économisait à la Grande-Bretagne la contribution annuelle nette au budget de l'UE. Il garantissait le maintien des règles du marché unique pour l'industrie britannique, en acceptant de façon permanente le cadre du marché unique pour la production et l'échange de biens. Il donnait à la City de Londres une forte chance de perpétuer sa prépondérance en Europe. Il maintenait l'union douanière lors de la période de transition, et peut-être indéfiniment si on ne pouvait pas trouver de nouveau statut pour l'Irlande du Nord, ce qui constituait un coût acceptable pour la capitale britannique. Il incorporait également les normes existantes de l'UE sur les aides étatiques, les marchés publics, la concurrence, agissant ainsi comme une barrière solide contre un futur gouvernement socialiste interventionniste, pouvant être dirigé par Corbyn.

L'accord de May a échoué à cause des divisions politiques profondes au sein des Tories, qui ont beaucoup perdu de leur capacité traditionnelle à défendre les intérêts du bloc dirigeant britannique. Les principaux centres du pouvoir économique et social au Royaume-Uni préféreraient certainement que le Parlement approuve une variante de l'accord de Theresa May, mais le parti des Tories est actuellement incapable de le mettre en œuvre. De plus, toutes les autres options après l'élection d'un nouveau chef des Tories sont toutes très douloureuses.

La perspective d'une Grande-Bretagne quittant l'UE sans accord, assumant ainsi le statut de « pays tiers » en-dehors du marché unique et qui échangerait avec l'UE sur la base des règles de l'OMC, remplit d'horreur les industriels britanniques, en particulier la City de Londres. Le « No-deal » aurait pu devenir la position par défaut des candidats à la direction des Tories, mais ses chances pratiques de succès sont faibles puisque ni l'arithmétique parlementaire, ni la position minoritaire du gouvernement Tory n'ont été modifiées par la démission de May.

De plus, la perspective d'abandonner le Brexit soit par révocation unilatérale de la décision

de retrait, soit par un nouveau référendum, présente des risques politiques majeurs. Une révocation formelle unilatérale de l'article 50 – initialement déclenché par le gouvernement May pour sortir de l'UE – constituerait une humiliation internationale considérable pour le bloc dirigeant britannique. Sa position au sein de l'UE serait affaiblie de manière permanente, et il devrait faire face à une profonde colère intérieure.

Et d'autre part, en plus d'être une humiliation sévère, toute tentative d'abandonner le Brexit via un second référendum diviserait le pays sans offrir de réponse définitive. En dépit des affirmations désinvoltes du camp du « Remain » selon lesquelles le peuple britannique regrette son vote de 2016, il n'y a pas de preuve substantielle que ce soit le cas. Bien au contraire, les élections européennes ont largement prouvé que le camp du « Leave » est massif et furieux. La montée soudaine du parti du Brexit dirigé par Nigel Farage montre que l'affaiblissement politique de la Grande-Bretagne depuis 2016 a engendré une profonde frustration parmi les travailleurs et les pauvres. L'électorat a puissamment réagi contre les tambouilles parlementaires qui ont suivi le référendum et le déficit démocratique qui en a résulté.

La canalisation de la colère populaire des deux dernières années vers le populisme de droite constitue un développement politiquement désastreux. Mais la situation deviendrait vraiment calamiteuse si, au moment même où les Tories se déchirent aveuglément à la recherche d'une solution au problème du Brexit, le Labour se positionnait ouvertement du côté du Remain, et s'engageait dans la quête impossible du « Remain and Reform ». Un tel changement de la ligne défendue par le Labour briserait ses liens avec les travailleurs et affaiblirait le projet socialiste de Corbyn, ainsi que sa position de dirigeant. Il pourrait également détruire les chances de victoire électorale du Labour, puisque les circonscriptions où la victoire est stratégiquement nécessaire sont généralement en faveur du Leave. Un soutien à la révocation de l'article 50 sonnerait le glas du Labour, et constituerait tout à la fois un camouflet pour la démocratie et une immense humiliation nationale pour une Grande-Bretagne.

Pour la gauche européenne en général, un soutien explicite au Remain par le Labour produirait un coup terrible contre les chances de développer une position socialiste radicale sur l'UE. Ceci constituerait un triomphe pour les forces néolibérales dominant le continent, et bénéficierait considérablement à la droite autoritaire, en éloignant la gauche de l'opposition populaire au statut quo européen.

Il est vital pour la gauche au Royaume-Uni et en Europe que le Labour continue à soutenir le résultat du référendum de 2016. Il est même encore plus important que le Labour se mette enfin à défendre vigoureusement ses arguments en faveur des possibilités radicales ouvertes par le Leave. La détermination à sortir de l'UE constitue en effet le test véritable d'opposition socialiste au carcan d'acier néolibéral qui étrangle actuellement l'Europe.

## Pour une position socialiste sur l'Union européenne

La préparation de la rupture avec les institutions de l'UE constitue une condition nécessaire pour des politiques socialistes en Europe. On le voit clairement en examinant le dilemme entre la sortie ou le « Remain and Reform » que l'on retrouve dans une large palette de pays membres de l'UE, et qui modèle d'autres questions majeures comme l'immigration, l'austérité et les inégalités. La Grande-Bretagne n'est évidemment pas membre de l'euro, et la sortie prend donc un sens partiellement différent de celui de la Grèce, par exemple.

Néanmoins, le Brexit a plus impacté le débat politique que le Grexit, car il a posé directement la question de l'appartenance à l'UE. En résumé, le Brexit constitue le défi politique le plus important pour la gauche européenne depuis la capitulation humiliante de Syriza en 2015.

On peut identifier les conditions générales d'un changement socialiste radical en Grande-Bretagne de manière en grande partie applicable aux autres pays européens. Le Royaume Uni a besoin de dé-financiariser son économie en réduisant le poids, l'impact et le rôle du système financier. Dans ce but, il doit également adopter une politique industrielle qui modifierait la balance sectorielle des activités en défaveur des services, tout en commençant à affronter la profonde crise environnementale provoquée par le capitalisme financier.

Une politique industrielle ciblée serait nécessaire pour viser à la fois la croissance économique et la protection de l'environnement. On l'accompagnerait également par la fin de l'austérité et par l'abandon des politiques absurdes de réduction de la dette nationale. On disposerait ainsi d'une base pour reconstruire l'investissement public tout en soutenant l'investissement privé.

On ne répètera jamais assez que des politiques aussi radicales requièrent la propriété publique et l'intervention soutenue de l'État dans une grande variété de secteurs, comme le transport, l'énergie, l'eau, et bien d'autres. La propriété et le contrôle publics du système financier sont également requis, en créant des banques publiques d'investissement et en socialisant les principales banques commerciales. Il est également indispensable d'instaurer un contrôle des flux de capitaux pour limiter les activités de la City de Londres.

De plus, un gouvernement socialiste poursuivrait la redistribution du revenu et de la richesse par des mesures fiscales et salariales visant à régler la croissance extraordinaire des inégalités de ces dernières décennies. Il soutiendrait également la redistribution en augmentant les dépenses publiques dans les domaines de la santé, du logement, de l'éducation et en annulant les terribles privatisations de ces dernières décennies. Enfin, un gouvernement socialiste combattrait le libre-échange, mais sans isoler la Grande-Bretagne du commerce international. Son objectif serait d'établir un cadre d'échanges régulés afin de soutenir la restructuration de l'économique britannique.

Ces réformes radicales porteraient un coup terrible au capitalisme néolibéral et à la finance, tout en modifiant les équilibres sociaux en faveur du travail au détriment du capital, ouvrant ainsi la voie à une transformation sociale. Il y a un accord large au sein de la gauche sur ces exigences, dont plusieurs figuraient dans le manifeste du Labour de 2017.

## La position erronée du « Remain and Reform »

Malheureusement, la majeure partie de la gauche britannique et européenne continue à cultiver l'illusion selon laquelle l'UE, en dépit de ses tares, ne pose pas d'obstacles fondamentaux pour un programme socialiste. Le « Remain and Reform » est ainsi devenu le principal slogan politique de la gauche dans toute l'Europe, mais il est vide de contenu. L'UE rend impossible toute réforme radicale dans les intérêts des travailleurs et des pauvres, et reste imperméable à toute pression démocratique venue d'en bas.

Ce n’est pas par hasard si, au moment d’expliquer le volet « Reform » du slogan, on manque cruellement de suggestions concrètes sur les changements à mettre en œuvre dans les institutions de l’UE, les pratiques démocratiques, les alliances inter-étatiques, etc. Ce n’est pas surprenant, puisqu’il n’y a pas la moindre chance qu’un gouvernement socialiste, même dans un pays aussi puissant que la Grande-Bretagne, puisse mettre en œuvre des changements institutionnels radicaux à l’intérieur de l’UE.

Pour être un peu plus précis, toute réforme fondamentale impliquant de modifier les traités (qui constituent le droit primaire de l’UE) requiert l’unanimité de tous les gouvernements des États-membres, y compris ceux de la droite autoritaire. Et toute réforme du droit secondaire (les règlements, les directives, et les décisions) requiert l’accord de la Commission, qui détient l’exclusivité du droit de proposer une législation, plus la majorité des gouvernements et la majorité des députés du Parlement européen. Et si tout cela devait se produire, la réforme devrait encore passer devant la Cour de Justice de l’UE, qui constitue l’ultime gardienne des quatre libertés fondamentales de l’UE (la libre-circulation des capitaux, des marchandises, des services et des personnes – c’est-à-dire du travail – à travers les frontières internationales), garantissant ainsi la transformation néolibérale de l’UE. Ce serait donc une tâche sans espoir.

La mise en œuvre d’un programme authentiquement socialiste au Royaume-Uni ou ailleurs dans l’UE implique nécessairement de rejeter le marché unique et ses quatre libertés. Il est inconcevable de pouvoir aller vers le socialisme sans contrôle démocratique des flux de marchandises, de services et de capitaux. La même chose vaut pour le travail. C’est une erreur totale de penser que la libre-circulation du travail, telle qu’elle est définie dans le Traité de Maastricht, devrait être défendue au nom de l’internationalisme et de la solidarité entre les travailleurs. Le droit individuel à la liberté de circulation au sein de l’UE est nécessairement circonscrit par son opposé – l’impossibilité pour les travailleurs extra-européens de circuler au sein de l’UE. C’est une politique visant à soutenir les profits du capital européen, en encourageant l’embauche de travailleurs européens à de bas salaires et de mauvaises conditions de travail, tout en excluant les travailleurs africains et asiatiques. La libre-circulation du travail définie par l’UE sert de fondement à l’Europe-forteresse excluante.

La position d’un gouvernement socialiste sur l’immigration devrait être déterminée par des politiques concrètes en faveur des immigrés, tout en protégeant les conditions des travailleurs locaux. Ainsi, au Royaume-Uni, un gouvernement socialiste devrait garantir les droits de tous les ressortissants de l’UE, tout en exigeant des droits équivalents pour les travailleurs britanniques dans l’UE. Il devrait également négocier des conditions réciproques avec les pays extra-européens, tout en fournissant une protection complète pour les travailleurs du monde entier qui pénètrent sur le marché britannique du travail. Surtout, il devrait garantir les droits des réfugiés à se déplacer et se loger de manière sécurisée. Il s’agirait d’étapes concrètes basées sur des principes socialistes qui sont aux antipodes des slogans creux de Maastricht promettant une libre-circulation du travail qui sert le grand capital. Rappelons que le slogan véritable de l’internationalisme est « travailleurs de tous les pays, unissez-vous » et non pas « ouvrez les frontières ».

Pour pouvoir adopter ce type de politiques, la Grande-Bretagne doit nécessairement prendre le contrôle populaire des outils nationaux du pouvoir, c’est-à-dire conquérir une souveraineté populaire authentique. La transformation socialiste de la société nécessite un contrôle social dans tous les domaines, y compris le travail, qui est la composante la plus importante de l’activité humaine. Les travailleurs pourraient ainsi traverser les frontières avec une protection complète des salaires, des conditions de travail, des droits au

logement, à la sécurité sociale, à l'éducation, etc. Les politiques d'intervention volontariste et de contrôle sur le travail ne constituent pas une division ni une négation de la liberté humaine, mais un moyen d'unir les travailleurs et de soutenir cette liberté.

Il est certain que tout gouvernement socialiste au Royaume-Uni ou ailleurs sera forcé d'envisager une rupture avec l'UE s'il souhaite appliquer un programme radical. En suivant une direction socialiste, ce gouvernement rencontrera l'hostilité ouverte de son bloc dirigeant national, qui cherchera à maintenir les liens les plus étroits avec le marché unique en s'appuyant sur les rapports favorables de pouvoir que lui confèrent la juridiction et les autres mécanismes de l'UE.

La rupture avec l'UE est la réponse socialiste, et elle posera immédiatement la question de la démocratie et de son élément fondamental, la souveraineté populaire. Le socialisme a toujours pré-supposé la démocratie comme un principe politique fondamental, qui nécessite de réguler la construction de la société civile et politique dans le sens de la volonté du peuple, et via le pouvoir du peuple. C'est la source ultime de la souveraineté populaire, qui constitue un pré-requis à tout programme socialiste.

On ne répètera jamais assez que le cadre de la souveraineté populaire et de la démocratie est l'État-nation. Il n'y a pas de « *demos* » européen, ni de prolétariat européen. Les partis politiques du Parlement européen constituent des alliances instables de partis engagés dans des marchandages politiques sur la base des intérêts nationaux. Les politiques démocratiques de lutte des classes en Europe sont toujours et sans exception nationales. L'espace transnational de l'UE constitue un terrain naturel où prospère le grand capital, où la démocratie est bafouée, et où des États hégémoniques limitent les souverainetés nationales. Les travailleurs et les pauvres d'Europe n'ont jamais considéré les mécanismes transnationaux de l'UE comme étant les leurs, et leur instinct de classe s'est avéré justifié.

Le socialisme a besoin de contrôler l'échelon national. Ceci n'a rien à voir avec le nationalisme, ni avec une quelconque négation de la solidarité internationale entre les travailleurs. Au contraire, le contrôle populaire des leviers nationaux du pouvoir constitue le fondement de l'internationalisme véritable. Le socialisme n'a aucun sens s'il n'est pas international, mais il est tout autant dénué de sens si les travailleurs ne contrôlent pas l'échelon national. Ce qui implique sans aucun doute de briser les mécanismes néolibéraux de l'UE, qui sont en train d'engloutir le continent.

La gauche européenne connait une situation de faiblesse et de confusion, comme l'ont clairement montré  les élections européennes de 2019. Pour s'en sortir, elle doit d'abord réaliser que l'affrontement avec le capitalisme néolibéral en Europe implique de rompre avec l'UE. Elle doit ensuite se donner les outils politiques et idéologiques pour soutenir un internationalisme et une solidarité véritables parmi les peuples européens. Ceci constitue le défi le plus difficile pour le socialisme du 21e siècle en Europe. Le parti britannique du Labour a encore une chance de saisir l'opportunité historique unique offerte par le Brexit pour ouvrir la voie au reste de l'Europe.